

Burundi : la grève contre la vie chère "très suivie" selon les syndicats

@rib News, 27/03/2012 Les syndicats crient victoire et le Gouvernement grince les dents. La grève lancée par les organisations syndicales et la société civile du Burundi a largement été suivie depuis mardi matin, les stands des commerçants au marché central de Bujumbura et dans d'autres galeries de la capitale étaient quasiment vides, a-t-on constaté sur place. Selon une source contactée auprès de la Confédération des syndicats du Burundi (COSYBU), la police et les agents de la documentation se sont illustrés à faire de l'intimidation à l'endroit des transporteurs, des commerçants et même des fonctionnaires de l'Etat.

«Même la ministre de la Fonction publique avait menacé de licencier tout gréviste», souligne la source. Cependant, ajoute-t-elle, presque 80% des travailleurs et syndicalistes ont répondu à cet appel. Menaces Une nouvelle appellation de certains agents de la documentation est apparue dans la capitale burundaise. «Des indicateurs», comme on l'a appris ce matin. Il s'agit de jeunes gens, en civile, du service de renseignement. «Quand trois personnes sont rassemblées, les indicateurs viennent pour disperser le groupe», raconte un homme âgé trouvé au marché central de Bujumbura. «Ils collaborent avec la police et font appel aux policiers en véhicule pour arrêter les gens qui osent parler ou soutenir la grève», ajoute une femme. Selon une autre source, les journalistes ont également été filtrés alors qu'ils accomplissaient leurs travaux, dont une qui a même reçu des menaces sur son téléphone, selon un témoin à Bujumbura. Le Gouvernement, quant à lui, a ouvertement critiqué la grève, et déployé en vain beaucoup d'énergies contre cette grève, qui a connu une grande réussite. «Encore une fois, le Gouvernement condamne et dénonce tous ceux qui incitent les autres au chômage alors que eux-mêmes restent à leur travail», dit un communiqué de Philippe Nzobonariba, porte-parole du Gouvernement, pour qui la société civile profite du chaos dans le pays pour avoir des financements de la part de bailleurs. En plus, le Gouvernement semble vouloir en finir avec les organisations de la société civile. «Le Gouvernement demande au ministre ayant la gestion des associations dans ses attributions de revisiter les différents textes régissant ces associations afin de clarifier et délimiter le rôle de chacun de façon à éviter amalgames et les confusions que l'on observe», ajoute le communiqué. Constat sur terrain Dans la ville de Bujumbura, presque tous les magasins, cybercafés, banques et autres shops étaient fermés. Même les entreprises, comme la Brarudi ou Leo Burundi, ont vu leur personnel absent du service. A l'Onatel, le personnel est présent le matin, mais commence à vider les lieux vers 9h30. Au marché central de Bujumbura, habituellement très mouvementé, les choppes et stands étaient presque fermés, ce qui limitait même des mouvements en dehors du marché et même à l'intérieur le constat sur place. Dans des hôpitaux publics à l'intérieur du pays, comme à Kibumbu dans la province de Mwaro, la grève a été très suivie, tandis qu'à Makamba, au Sud du Burundi, le transport a été perturbé par la grève. En effet, les véhicules de transport assuraient le transport entre cette ville et le reste du pays. Au marché de la commune urbaine de Musaga, aucun commerçant n'a ouvert son échoppe, selon le constat sur place cet après-midi. [JMM]